

# Grand débat national

Fargues Saint-Hilaire – 12 février 2019

## Fiscalité et dépenses publiques

<i>Motivations</i>	<i>Propositions</i>
La fiscalité	
La TVA est l'impôt le plus injuste.	Diminuer la TVA sur l'électricité, le gaz et les combustibles en compensant la perte de recettes pour l'Etat par une imposition sur le revenu à partir du 1 <sup>er</sup> euro gagné.
Les importations font du tort à l'industrie française.	Appliquer des taxes sur tous les produits d'importation notamment de Chine
Le fonctionnement des institutions publiques coûte anormalement cher en raison de comportements luxueux de certains membres du personnel politique.	Réduire les dépenses liées au fonctionnement des institutions politiques : Présidence, Assemblée Nationale, Sénat, Ministère, etc.
La proportion des ressources des collectivités locales venant de l'Etat est anormalement importante.	Rendre aux collectivités locales le vote de leur propre fiscalité et donc revenir au principe selon lequel « l'élu vote l'impôt » dans son territoire électoral.
	Recentrer l'Etat sur ses fonctions régaliennes de façon à diminuer le nombre de fonctionnaires et donc les dépenses.
La faible proportion de Français assujettie à l'IRPP est socialement et politiquement anormale voire dangereuse.	Elargir l'impôt sur le revenu à toute la population et le faire payer à partir du 1 <sup>er</sup> euro gagné. Augmenter les tranches supérieures de l'IRPP ou encadrer les hauts salaires.
	Lutter contre l'évasion fiscale. Baisser l'impôt sur les sociétés mais à condition d'indexer cette baisse sur l'emploi ou l'investissement.
	Augmenter la TVA sur les produits de luxe pour la diminuer sur les produits de première nécessité.
	Mettre fin au mécanisme de la CSG qui impose des sommes qui n'ont pas été perçues par le contribuable (part de la CSG imposable/CSG déductible).
Il est anormal que la résidence principale, éventuellement achetée par une patiente épargne	Exclure de l'impôt sur les successions la résidence principale.

des parents soit soumise à l'impôt sur les successions.	
Manque de visibilité de la fiscalité en raison de sa complexité, de la multitude des prélèvements, des effets de seuil. Personne ne voit qui paie quoi.	Rendre visible l'impôt en en réduisant le nombre.
Dépenses sociales	
La dépense sociale est mieux optimisée dans d'autres pays européens.	Améliorer l'efficacité de nos dépenses sociales en s'inspirant des pays qui font mieux que nous.
L'attribution des allocations familiales encourage le non travail des femmes.	Diminuer les dépenses sociales notamment celles de la Caisse des Allocations familiales.
	Mettre fin aux effets de seuil qui font que certains ont droit à toutes les aides ou allocations publiques et d'autres à aucune alors que la limite entre ces deux populations peut être extrêmement faible (un peu en-dessous ou un peu en-dessus du seuil défini).
Questions diverses	
	Mettre fin aux réformes qui se succèdent sans réelle utilité, par exemple les programmes d'enseignement de l'éducation nationale.
La privatisation aboutit à un coût supérieur à ce qu'il était lorsque ces grands services étaient propriété publique.	Renationaliser les grands services publics de l'eau, du gaz, de l'électricité, la SNCF, etc.
Très importante méconnaissance par la population du fonctionnement de l'Etat	Enseigner l'économie et le fonctionnement de l'Etat dès l'enseignement primaire.

## L'organisation de l'Etat et les Services publics

<i>Motivations</i>	<i>Propositions</i>
Les collectivités territoriales	
<p>Il y a trop de niveaux territoriaux.</p> <p>Une organisation identique pour toutes les collectivités territoriales de même niveau apparaît aberrante car les besoins, exigences ou missions varient en fonction de leurs caractéristiques.</p>	<p>Rapprocher les décisions au plus près de ceux qu'elles concernent, par exemple ôter des compétences au département pour les rendre aux communes.</p> <p>Adapter l'organisation des collectivités territoriales à leurs caractéristiques : taille, ruralité, etc.</p>

Les maires ont trop de pouvoir et dépensent trop ce qui aggrave la charge fiscale.	Les compétences des maires devraient être revues à la baisse au profit des communautés de communes.
La superposition des collectivités locales rend trop compliqué la prise des décisions qui concernent un territoire commun. Au surplus, si chaque niveau ne peut pas aboutir seul, il dispose d'un réel pouvoir de blocage.	Solution à trouver mais elle passe par une vraie décentralisation en lieu de la déconcentration actuelle.
Services publics et Internet	
<p>Internet suppose une compétence que tout le monde n'a pas et n'a pas la possibilité d'acquérir. Remplir une feuille d'impôt sur Internet est impossible pour beaucoup de contribuables.</p> <p>Tout le monde n'a pas d'ordinateur.</p> <p>La couverture du territoire par les réseaux d'opérateurs souffre de « trous » et tous ne peuvent pour cette raison accéder à Internet.</p> <p>Parfois les applications publiques elles-mêmes ne fonctionnent pas correctement.</p> <p>Les relations au travers d'Internet suppriment les relations humaines.</p>	<p>Maintenir un accès physique et interpersonnel aux services publics.</p> <p>Pour Internet : faire en sorte que l'accès à Internet soit gratuit, au moins l'accès aux navigateurs.</p>
Organisation de l'Etat	
On vote pour une personne et on se retrouve après l'élection avec une équipe.	Voter pour un gouvernement ou une équipe et pas seulement pour le leader de cette équipe soit établir un scrutin de liste pour la présidentielle.
La France est le seul pays diarchique dans le monde à l'exception de la Russie.	Instituer un vrai régime présidentiel avec une responsabilité de l'exécutif devant la représentation nationale.
Les responsables des services publics ne rendent pas de compte même en cas de mauvaise gestion contrairement aux gestionnaires d'entreprise.	Mettre en place des sanctions contre les responsables en cas de mauvaise gestion des services publics.
Les députés ne sont plus des représentants des citoyens mais des porteurs d'une idéologie	Tirer au sort une partie des représentants des citoyens dans les assemblées parlementaires.
	Mettre fin à l'instabilité étatique en matière de prélèvements sociaux ou fiscaux : changements incessants d'assiettes, de taux, etc.
L'Etat fonctionne mal ce qui vient de sa mauvaise organisation.	Organiser l'Etat en mode projet pour lui donner de la souplesse et de la réactivité.
	Créer des maisons de services publics pour accueillir les personnes qui en ont besoin et aussi pour que les services publics eux-mêmes travaillent ensemble et que leurs personnels se connaissent. Il devrait en résulter un décloisonnement.

## Carignan de Bordeaux – 14 février 2019

### Démocratie et citoyenneté

<i>Motivations</i>	<i>Propositions</i>
A propos de la démocratie	
La limitation des mandats permet à certains élus d'aller jusqu'en 2038 ce qui est beaucoup trop loin.	Accélérer la mise en œuvre de la limitation du cumul des mandats, la rendre rétroactive.  Au surplus trois mandats successifs, c'est trop.
	Le mode de scrutin doit être à la proportionnelle intégrale, à tous les niveaux d'élection, y compris pour les conseils municipaux.  Autre option : ne donner qu'une proportion de représentation proportionnelle dans les élections.
Les élus pensent trop souvent avoir un blanc-seing du fait de l'élection et évitent toute concertation alors que, dans le temps, les conditions existantes au moment du scrutin ont changé.  De ce point de vue, la procédure d'enquête publique est insuffisante.	Les élus doivent être « cadrés » par les citoyens ou les associations dans leurs décisions importantes, notamment d'investissements.  Renforcer et élargir la procédure d'enquête publique.  Autre option : passer d'une démocratie représentative à une démocratie participative au moyen de commissions de citoyens, elles-mêmes appuyées sur des experts pour les aspects techniques.
	Donner systématiquement et obligatoirement un espace d'expression pour l'opposition dans le bulletin municipal quelle que soit la taille de la commune.
	Le référendum régional ou local pourrait être mis en œuvre car contrairement au référendum national, il ne présente pas le risque de dévoiement de la réponse (réponse à celui qui pose la question et non à la question elle-même).
	Le vote devrait être obligatoire et les non-votants sanctionnés financièrement s'ils n'ont pas de raison valable pour justifier leur abstention.  Variante proposée : instaurer un quorum pour valider une élection, les votes blancs venant se décompter du nombre de suffrages exprimés.

	Opinion contraire : rendre le vote obligatoire augmenterait les votes sanctions et ne serait pas une bonne chose pour la démocratie.
Les citoyens n'ont plus la confiance dans leurs élus. Les politiques suivies ne respectent pas les engagements de campagne.  De ce point de vue, le vote du traité de Lisbonne par les assemblées en réponse au référendum négatif a « fait des ravages ».	Avoir des programmes électoraux « vérité ».
Constat d'une désaffection croissante des citoyens pour le vote.	Nécessité de compter parmi les suffrages exprimés les votes blancs et ne plus les assimiler au vote nul.  Cette mesure devrait diminuer les abstentions et surtout de mesurer le degré d'engagement des électeurs derrière l' élu.
L'engagement citoyen	
Comment motiver l'engagement citoyen ?  Beaucoup ont été déçus par le système représentatif.  Le trop grand nombre de niveaux de décision aboutit à ce que la population ne sait pas à qui s'adresser quand elle a un problème.	Il faut créer un changement de culture et passer du système représentatif à un système participatif.  Les effets devraient se produire dans le temps.  Mettre en place des opérations de participation des enfants dans les écoles pour créer cette culture.  Réserver dans les budgets communaux un budget participatif à la disposition des citoyens eux-mêmes. Opinion contraire : cet exemple illustre une « participation de miette ».
Les déclarations du président de la République paraissent inquiétantes dans le domaine de la laïcité.	Il ne faut surtout pas modifier la loi de 1905 mais abroger le financement de l'école privée (opinion contestée sur ce dernier point).
Le Sénat n'apparaît plus comme une assemblée pertinente car il n'est plus capable que d'obstruction lorsqu'il est d'une majorité différente de celle de l'Assemblée nationale.  Par ailleurs, son mode de désignation est devenu inacceptable.	Transformer le Sénat pour qu'il devienne le représentant des collectivités territoriales de façon quasi similaire à un système fédéral.  Il faudrait que le Sénat, d'une part, ait moins de membres, d'autre part que ces derniers soient élus au suffrage direct.
	Le CESE pourrait être transformé en assemblée de citoyens tirés au sort et en faire un organe de contrôle et d'évaluation des politiques publiques.  Il retrouverait une place, une lisibilité et une représentativité.
	Introduire au Sénat et à l'Assemblée une proportion de membres tirés au sort.
Les associations sont le creuset de la citoyenneté et ont de ce point de vue une fonction pédagogique essentielle.	Redonner aux associations les moyens de fonctionnement qui leur ont été retirés (allusion aux contrats aidés)
L'envahissement des pouvoirs par les énarques pose une vraie question.	

	La lutte contre les incivilités commence par un changement du comportement que les élus, notamment nationaux, donnent à voir tous les jours.
	Développer le télétravail pour donner aux citoyens du temps à investir dans la vie locale (et économiser sur les moyens de la mobilité). Réciproquement, ne pas trop développer le télétravail pour ne pas couper le lien social établi au travail. Equilibre à trouver donc.
La politique migratoire	
Le monde bouge et cela ne va pas s'arranger alors qu'il va falloir ajouter les immigrés climatiques.  Il va falloir partager l'eau et la terre. La question va devenir dramatique.	Adopter une politique de l'immigration basée sur des quotas correspondants aux métiers dont la France a besoin.  Opinion contraire : il n'est pas légitime de priver les Etats d'origine de leurs talents et de leurs populations formées.
	Définir une politique systématisée d'intégration des personnes qui entrent en France mais se donner préalablement les moyens d'intégrer ceux qui sont déjà là.  Exiger des candidats à l'intégration qu'ils s'engagent sur leur intégration (apprentissage de la langue, respect des lois et des modes de vie, laïcité, etc.). Dans cette perspective, instaurer des lieux de formation ou d'acculturation, éventuellement appuyés sur du bénévolat. Mais il ne faut pas supprimer les aides consenties aux associations engagées dans ce domaine.  Il y a une vraie réflexion intellectuelle à faire dans ce domaine mais, apparemment, l'assimilation sans intégration ne paraît pas une bonne solution.
	Utiliser la diplomatie française pour resituer l'immigration dans un cadre plus large, notamment celui des aides internationales accordées aux Etats en développement.
Les chiffres donnés par les hommes politiques ne sont pas crédibles.	Ne pas surestimer le problème quantitatif de l'immigration qui n'atteint pas encore chez nous des niveaux préoccupants. Il est nécessaire de fiabiliser les statistiques démographiques dans ce domaine.

## Tresses – 22 février 2019

### La transition écologique

<i>Motivations</i>	<i>Propositions</i>
Notre mode de consommation est accumulatif, non économe et à ce titre à la source de la pollution.	Réduire les échanges internationaux qui poussent à la consommation : On n'a pas nécessairement besoin de manger de l'agneau de Nouvelle-Zélande en hiver : favoriser donc les consommations locales et saisonnières.
La pollution par les transports et l'augmentation des trafics.	Réduire les transports aériens internationaux notamment low cost en taxant le kérosène. Faire coïncider les transports en commun avec les horaires de travail ce qui n'est pas toujours le cas. Développer le covoiturage. S'interroger sur la e-consommation qui génère un volume de transport considérable.
	Développer des petites mesures locales : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire planter des arbres au lieu de les détruire.</li> <li>- Favoriser la plantation de haies entre les maisons en lieu et place de murets en béton.</li> <li>- Prendre son vélo pour aller chercher son pain</li> </ul>
	Développer le ferroutage. Redévelopper les transports ferroviaires notamment sur les réseaux secondaires.
	Revoir le modèle d'implantation des entreprises qui privilégie systématiquement les zones urbaines et donc les déplacements banlieues/ville. Restructurer les zones d'emploi pour les rapprocher des domiciles et non plus l'inverse.
	Développer les véhicules à hydrogène.
On est passé d'un risque alimentaire biologique à un risque alimentaire chimique ; l'alimentation augmente les populations de diabétiques, d'allergiques, d'obèses, etc.	Arrêter de fermer les yeux sur certaines pratiques de l'industrie agro-alimentaire qui, au pire, empoisonnent les populations, au mieux les rendent allergiques. Utiliser la politique agricole commune pour réorienter les pratiques agricoles et industrielles notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vers les productions bio. Utiliser le mode de production comme critère de subvention</li> </ul>

	<p>européenne en lieu et place du critère de surface.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aider les agriculteurs qui veulent s'installer en bio.</li> </ul>
	<p>Accompagner les Français notamment sur le plan économique pour engager un changement de comportement alimentaire (achat local et saisonnier par exemple).</p> <p>Appliquer le Grenelle de l'environnement qui prévoyait déjà que 20 % des approvisionnements des cantines scolaires soit en bio.</p> <p>Les accords, directives ou règlements européens ne devraient pas pouvoir empêcher l'achat public local (restaurants d'administration ou scolaires).</p>
<p>Le réchauffement climatique est principalement dû à la consommation des énergies fossiles et à la production des gaz à effet de serre.</p>	<p>Aider les particuliers à changer leurs moyens de chauffage ; investissement massif de l'Etat dans cette politique de substitution.</p> <p>Même attitude envers l'isolation des logements.</p>
<p>Les trois premiers postes d'émission de gaz à effet de serre selon une étude du CNRS de Gironde</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les transports automobiles</li> <li>- La consommation de viande est une importante source de gaz à effet de serre</li> <li>- Le transport aérien</li> </ul>	<p>Mettre en œuvre trois mesures simples susceptibles de réduire les gaz à effet de serre, mesures qui peuvent être prises par simple initiative locale sans intervention de l'Etat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décréter une journée hebdomadaire sans viande dans tous les restaurants d'entreprise, d'administrations publiques ou scolaires.</li> <li>- Interdire sur la rocade de Bordeaux les trajets en voiture n'ayant qu'un seul passager (l'autosolisme).</li> <li>- Supprimer toutes subventions accordées par les pouvoirs publics ou les aéroports aux entreprises aérienne a fortiori les compagnies low costs.</li> </ul>
	<p>Restreindre ou limiter l'éclairage public ou des boutiques la nuit en faisant simplement appliquer la loi qui existe dans ce domaine.</p>
<p>Les mesures les plus simples ne sont pas portées par les pouvoirs publics à tous les niveaux de décision du local et du national probablement en raison de l'action des lobbies.</p>	<p>Réinsérer des techniques de décision locale comme le référendum d'initiative citoyenne pour motiver le « mille feuilles administratif ».</p>
<p>Comment l'obsolescence programmée peut-elle être simplement autorisée ?</p> <p>L'obsolescence programmée est une cause majeure de pollution (et d'appauvrissement des populations) par une consommation obligée.</p>	<p>Instaurer une notation sur les produits qui tiendrait compte de cette obsolescence.</p> <p>Instaurer des durées de garantie allongées pour certains produits.</p> <p>Imposer des durées de réparabilité des appareils et de fournitures de pièces détachées.</p>
	<p>Engager la France dans le pacte européen « finances-climats » lancé par Jean Jouzel, président du GIEC et le député P. Larroutou.</p>



	<p>Communiquer sur ce pacte pour le faire connaître et le soutenir.</p> <p>Faire de la transition écologique un enjeu majeur de financement public pour ne pas laisser à nos enfants une dette climatique.</p>
Pollution et biodiversité	<p>Empêcher toute extraction industrielle de l'or en Guyane qui s'accompagnera d'une catastrophe écologique sachant que le Gouvernement est derrière cette autorisation ; idem pour l'exploitation pétrolière offshore par Total ou encore le carburant à base d'huile de palme. Les décisions prises sont « ahurissantes ».</p>